

*congrès radical de Strasbourg, offre de médiation du président Bourguiba et du roi du Maroc, négociation immédiate du « cessez-le-feu », les exigences de la loi Battle qui nous interdit les marchés de la Chine et des pays de l'Est, non-paiement des dommages de guerre par l'Allemagne* [26 novembre 1957] (p. 4942 à 4948). — Sa déclaration relative à l'absence des Ministres intéressés pour répondre à des questions orales posées depuis longtemps [6 décembre 1957] (p. 5208). — Donne lecture d'une communication du Président de l'Assemblée de l'Union française relative à une modification de la composition du bureau [8 mars 1958] (p. 1342). — Pose à M. le Ministre de l'Éducation nationale, de la Jeunesse et des Sports, une question orale relative à la construction de la nouvelle faculté des sciences de Paris [28 mars 1958] (p. 2084).

**GARET (M. Pierre)**, Député de la Somme  
(I. P. A. S.).

*Ministre de la Reconstruction et du Logement.*  
(Cabinet FÉLIX GAILLARD)  
du 6 novembre 1957 au 14 mai 1958,

*Ministre de la Reconstruction et du Logement.*  
(Cabinet PIERRE PFLIMLIN)  
du 14 mai 1958 au 1<sup>er</sup> juin 1958.

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 46). — Est nommé membre : de la Commission de la reconstruction, des dommages de guerre et du logement [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1) ; de la Commission du travail et de la sécurité sociale [31 janvier 1956] (p. 162), [4 octobre 1957] (p. 4503) (1). — Est élu représentant de l'Assemblée Nationale au sein de la Commission supérieure des caisses d'épargne [28 février 1956] (p. 555). — Est nommé : juge titulaire de la Haute Cour de justice [5 mai 1956] (p. 1798) ; Vice-président suppléant de la Haute Cour de justice (instituée par l'ordonnance du 18 novembre 1944, modifiée) [17 mai 1956] (p. 1903).

### Dépôts :

Le 14 mai 1957, une proposition de loi portant statut des entreprises pratiquant l'industrie du garde-meubles, n° 4944. — Le 15 avril 1958,

un projet de loi réglementant les rapports entre bailleurs et locataires ou occupants des hôtels, pensions de famille et meublés. n° 7080,

### Interventions :

Son rapport au nom du 9<sup>e</sup> bureau sur les opérations électorales du département de la Seine (4<sup>e</sup> secteur) [19 janvier 1956] (p. 34). — Prend part à la discussion : des interpellations sur la politique générale du Gouvernement : *Convocation à Amiens d'un meeting contre la guerre en Algérie; lettre de démission envoyée par M. le Ministre de l'Intérieur à la Ligue des Droits de l'homme* [31 mai 1956] (p. 2153, 2154); — du projet de loi portant ajustement des dotations budgétaires reconduites à l'exercice 1956, Art. 59 : *Ses observations sur la proportion à maintenir entre les crédits destinés au secteur locatif et ceux destinés à l'accession à la propriété* [22 juin 1956] (p. 2913); *Son article additionnel concernant les droits à pension du personnel municipal reclassé dans les cadres des polices régionales d'Etat* (p. 2967); — des conclusions du rapport de la Commission chargée de procéder à une enquête sur les opérations électorales du département de l'Aube (4<sup>e</sup> siège) : *Ses observations sur les travaux de la commission de recensement; l'utilisation des professions de foi comme bulletins de vote (jurisprudence du Conseil d'Etat); les rectifications qui doivent être apportées au calcul de la commission de recensement* [12 juillet 1956] (p. 3411, 3412); — en troisième lecture, de la proposition de loi tendant à rendre obligatoire, en premier ressort, la compétence des conseils de prud'hommes pour connaître des différends intéressant les employés du commerce et l'industrie, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (accorder aux deux parties la possibilité de saisir le tribunal de leur choix)* [30 octobre 1956] (p. 4401); — du projet de loi tendant à favoriser la construction de logements et les équipements collectifs, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à augmenter la part de crédits réservés à l'accession à la propriété* [15 novembre 1956] (p. 4742); Art. 7 : *Son sous-amendement tendant à exclure de l'autorisation préalable les travaux d'entretien, de réparations ou de transformations des bâtiments d'habitations* [19 novembre 1956] (p. 4828); Art. 16 : *Demande d'ajournement*

(1) Démissionnaire [7 novembre 1957] (p. 4683).

du débat présentée par M. Bonnet [19 novembre 1956] (p. 4859); *Son amendement visant l'approbation et l'application des plans d'aménagement des départements et des communes* (p. 4859); Art. 18 : *Son amendement tendant à permettre l'association entre les collectivités publiques et les organismes privés* (p. 4865); Art. 27 : *Son amendement tendant à prévoir le versement d'une indemnité provisionnelle en cas de prise de possession accélérée nécessaire à la réalisation de grands ensembles d'habitation* (p. 4884); *Son amendement tendant à la révision de l'indemnité en cas de changement d'affectation des terrains expropriés* (ibid.); *Son amendement fixant à un an, à dater de la promulgation de la présente loi, la durée d'application des mesures transitoires* (p. 4885); *le modifie* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative à la procédure de recouvrement de certaines créances, Art. 5 : *Son amendement (avis de l'injonction de payer par exploit d'huissier)* [23 janvier 1957] (p. 249 et suiv.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi relative aux organisations habilitées à discuter les conventions collectives du travail, Art. 1<sup>er</sup> : *Possibilité pour les employeurs de gens de maison de se constituer en syndicat; demande le renvoi du débat* [23 janvier 1957] (p. 259); — du projet de loi tendant à accorder des congés d'éducation ouvrière, Art. 1<sup>er</sup> : *Ses observations sur la durée moyenne annuelle du travail dans les différents pays européens* [25 janvier 1957] (p. 330); en deuxième lecture, Art. 2 : *Son amendement tendant à remplacer l'avis conforme du comité d'entreprise par un avis consultatif* [25 juin 1957] (p. 2936). — Dépose une demande d'interpellation sur les mesures que le Gouvernement compte prendre pour venir en aide à l'agriculture française [15 février 1957] (p. 910); la développe : *Ses observations sur les pertes dues au gel; l'insuffisance des mesures prises à cet égard (prêts spéciaux, remises d'impôts); le manque de carburant; l'épidémie de fièvre aphteuse (absence de vaccin); les impôts nouveaux; les conséquences du maintien de l'indice des 213 articles pour les prix agricoles; la production de betteraves; l'adoption du plan betteravier* [27 février 1957] (p. 4164 à 4167). — Pose à M. le Secrétaire d'État à la Présidence du Conseil, chargé de l'information, une question orale relative à l'émetteur de télévision d'Amiens [21 juin 1957] (p. 2852). — Prend part à la discussion : en deuxième lecture, du

projet de loi tendant à favoriser le règlement des conflits collectifs du travail, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à laisser au Secrétaire d'État à l'Agriculture et à la sécurité sociale le soin de publier ou non le texte de la recommandation* [25 juin 1957] (p. 2934); *pouvoir d'appréciation du Gouvernement* (ibid.); — en deuxième lecture, d'une proposition de loi tendant à assurer le reclassement des diminués physiques, Art 19 : *Son amendement tendant à limiter l'octroi d'un délai spécial de préavis aux travailleurs comptés pour deux unités* [25 juin 1957] (p. 2942); — en deuxième lecture, du projet de loi tendant à modifier l'article 23 du Livre I<sup>er</sup> au Code du travail, Art. 1<sup>er</sup> : *Son amendement tendant à supprimer l'obligation pour l'employeur de signifier le congé par lettre recommandée et à ne pas fixer le point de départ du délai-congé à la date de réception de cette lettre* [25 juin 1957] (p. 2949); *difficultés de signifier valablement le congé par lettre recommandée* (p. 2950); — en deuxième lecture, du projet de loi relatif au statut des travailleurs à domicile, Art. 1<sup>er</sup> : *Amendement de M. Roland tendant à supprimer la motion indiquant qu'il n'y a pas lieu de rechercher si les travailleurs sont inscrits au registre des métiers* [10 juillet 1957] (p. 3503); Art. 7 bis : *Son amendement tendant à reprendre le texte du Conseil de la République (meilleur contrôle des prix par le Conseil économique)* (p. 3504). — Dépose une demande d'interpellation sur les raisons qui ont amené le Gouvernement à fixer le prix du blé en baisse et à refuser l'application de la loi Laborbe sur le prix du lait [17 septembre 1957] (p. 4094); la développe : *Mécontentement du monde agricole; insuffisance du relèvement du S. I. M. G. et du déblocage des crédits affectés au paiement de la ristourne de 15 0/0; rôle de l'agriculture dans le commerce extérieur* [19 septembre 1957] (p. 4184, 4185). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Félix Gaillard) [6 novembre 1957] (*J. O.* du 6 novembre 1957, p. 10451).

#### En cette qualité :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES pour 1958, deuxième partie, crédits d'investissements, RECONSTRUCTION ET LOGEMENT : *Problème du logement : problème social n° 1; nécessité d'un équilibre économique et financier; les perspectives pour 1958; problème des loyers; indemnisation des sinistrés*

*mobiliers; les crédits de voirie* [10 mars 1958] (p. 1452, 1453); Titre VII : **DOMMAGES DE GUERRE** : *Amendement de M. Desouches tendant à supprimer les crédits prévus à ce titre* (p. 1454); Art. 16 : *Amendement de M. Lenormand (ouverture d'une tranche additionnelle de prêts pour la construction d'H.L.M.)* (p. 1456); *amendement de M. Lenormand (taux de la contribution patronale sur les salaires en faveur des réalisations H. L. M.)*; *oppose l'article 10 du décret organique* (ibid); *amendement de M. Plaisance (réforme du financement de la construction)*; *oppose l'article 10 du décret organique* (p. 1457); *demande de disjonction par M. Louvel de l'article 28 (recouvrement des sommes indûment perçues au titre des dommages de guerre)* (p. 1459, 1460). — Donne sa démission de *Ministre de la Reconstruction et du Logement* [15 avril 1958] (p. 2154). — Cesse d'expédier les affaires courantes [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Est nommé *Ministre de la Reconstruction et du Logement* (Cabinet Pierre Pflimlin) [14 mai 1958] (*J. O.* du 14 mai 1958, p. 4623). — Présente sa démission de *Ministre de la Reconstruction et du Logement* le 28 mai 1958. Cette démission est acceptée le 31 mai 1958 (séance du 1<sup>er</sup> juin 1958, p. 2575). — Cesse d'expédier les affaires courantes [1<sup>er</sup> juin 1958] (*J. O.* du 2 juin 1958, p. 5279). = = S'excuse de son absence [14 février 1956] (p. 266), [28 février 1956] (p. 521), [16 mai 1956] (p. 1878), [8 juin 1956] (p. 2457), [27 juin 1956] (p. 3100). = Obtient un congé [16 mai 1956] (p. 1878).

**GARNIER (M. Louis)**, *Député du Doubs* (C.).

Son élection est validée [20 janvier 1956] (p. 42). = Est nommé : membre de la Commission des pensions [31 janvier 1956] (p. 161), [4 octobre 1957] (p. 4503); membre suppléant de la Commission des immunités parlementaires [31 janvier 1956] (p. 162).

#### Dépôts :

Le 16 mars 1956, une proposition de loi tendant à rétablir le droit aux prestations familiales pour les ouvriers frontaliers habitant la France et travaillant en Suisse, n° 1234. — Le 26 février 1957, une proposition de loi tendant à faire bénéficier, en matière de retraite

et d'avancement les anciens déportés et internés évadés, des avantages accordés aux plus favorisés des déportés et internés, n° 4293. — Le 27 février 1957, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à prendre d'urgence les mesures nécessaires afin de venir en aide aux sinistrés de la crue du Doubs, n° 4310. — Le 14 mars 1957, un rapport au nom de la Commission des pensions sur : I. le rapport fait, au cours de la deuxième législature, repris le 9 mars 1956, sur la proposition de loi de M. Mouton et plusieurs de ses collègues tendant à évincer des opérations de la « révision des pensions dites abusives », celles qui furent attribuées par décision de justice ; II. la proposition de loi (n° 2008) de MM. Marc Dupuy et plusieurs de ses collègues tendant à rétablir les pensions militaires d'invalidité attribuées par décision de justice et sur preuve, supprimées par la Commission supérieure de « révision des pensions dites abusives » n° 4514. — Le 13 février 1958, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 4642) de Mme Vaillant-Couturier et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à compléter la liste des prisons et des camps de concentration et à reconnaître aux personnes ayant été détenues à Huy, Louvain, Wesermund, Kala et, d'une façon générale hors du territoire national, la qualité de déportés au sens des lois du 6 août 1948 et du 9 septembre 1948, n° 6591. — Le 13 février 1958, un rapport au nom de la Commission des pensions sur la proposition de résolution (n° 4375) de M. Lucien Bégouin et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à apporter l'appui moral et financier de la France, pour : 1° l'érection d'un monument international au camp d'extermination d'Auschwitz ; 2° la création d'une section française de la déportation et de la résistance au Musée international de ce camp ; 3° favoriser l'échange de documents sur la déportation ; appuyer l'initiative tendant à faire agréer le Musée international d'Auschwitz auprès de l'U.N.E.S.C.O., n° 6592.

#### Interventions :

Prend part à la discussion du projet de LOI DE FINANCES, pour 1957, Art. 14, Etat C, ANCIENS COMBATTANTS ET VICTIMES DE LA GUERRE, Titres III et IV : *Présomption d'origine*